

COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

L'Utilité des deux Mondes.

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 15 OCTOBRE, 1789.

[No. 26.]

De Rome, le 3 Juillet

On a volé beaucoup de papiers dans les archives & dans les secrétaireries & en particulier dans celle d'état, lesquels ont été vendus, à vil prix, dans des boutiques. Dès qu'on en eut avis, on envoya, Samedi au soir, 16 carosses remplis de juges & de notaires & accompagnés de soldats, qui s'arrêtèrent chez tous les chaireutiers & marchands de fromage, & y visitèrent tous les papiers. On a trouvé beaucoup de ceux qui ont été volés, entr'autres une lettre récemment écrite par le Roi de France au Pape, laquelle traitoit de choses importantes & d'affaires secrètes. La perte sera toutefois considérable & actuellement on en est aux recherches de l'auteur du vol.

F R A N C E.

De Paris, le 23 Juillet.

Mardi dernier S. M. T. C. a reçu à Versailles les ministres étrangers. Ce Prince étoit accompagné de M. le comte de Montmorin ; & le calme étoit rétabli à la cour. M. Cte. de la Luzerne a repris la place qu'il occupoit ci-devant.

Du même lieu, le 27 Juillet.

Dimanche matin M. le baron de Staal est arrivé de Basse à Versailles avec deux lettres de M. Necker ; l'une au Roi, & l'autre à l'assemblée nationale. Ce ministre se rend au vœu solennel du Roi & de la nation, & on compte qu'il sera de retour à Versailles Mardi ou Mercredi. La joie publique que cause cet événement est d'autant plus grande que le concert qui va régner entre le Roi, son ministre & l'assemblée nationale semble être le plus sûr-garant de la félicité générale.

Quelques détails sur le voyage de M. Necker intéresseront sûrement nos lecteurs. M. Dufresne de St. Léon le trouva parti de Bruxelles & le suivit vers Francfort ; cependant M. le comte de Montmorin, instruit de la route de ce ministre, lui dépêcha quelques couriers par une autre route ; il avoit pris celle de Lausanne, où il arriva le 20 à l'auberge des Trois Rois. A peine fut-il arrivé que l'abbé de Ballivière se présenta & demanda à l'hôte toute son auberge ; sur ce que l'hôte lui dit qu'une partie étoit occupée par M. Necker, M. l'abbé alla en instruire les personnes qu'il précédoit. Le croiroit-on ? Ces personnes étoient Mesdames la duchesse & comtesse Diane de Polignac, qui étoient loin de se croire si près du ministre, ainsi que leur nombreuse compagnie. M. le baron de Staal, qui logeoit à l'hôtel du Sauvage, alla visiter les dames & la première parole de la duchesse de Polignac fut, de faire prier M. Necker de vouloir bien se charger d'une lettre de sa part pour Versailles. M. Necker se rendit aussitôt vers la duchesse, & il est aisé d'imaginer tout ce qu'eut d'étonnant pour le ministre cette conversation, *il ne savoit rien alors au delà de sa disgrâce*, & la voie par laquelle il apprenoit la suite des événemens étoit vraiment piquante. Peu de tems après le ministre reçut les dépêches du Roi & de l'assemblée nationale, & il se disposa à revenir. M. le baron de Staal son gendre a mis 60 heures dans sa route de Basse à Versailles, en courant nuit & jour. M. & surtout Mme. Necker dont la santé a souffert des fatigues d'un voyage aussi pénible, ne peuvent mettre la même diligence à leur retour, mais la certitude de ce retour a causé une véritable satisfaction nationale.

Du même lieu, le 30 Juillet.

On a repandu dans toutes les provinces voisines que des troupes nombreuses de malfaiteurs menaçoient les campagnes & les récoltes ; en conséquence tout s'est armé jusques au moindre village ; & le comité de la ville reçoit sans interruption des avis qui exigent de lui une surveillance continuelle, il reçoit en même tems des demandes de secours en grains ou farines, & il en expédie sous escorte aux communautés qui en ont le plus de besoin. Par une bizarrerie étrange, il se trouve que la terreur générale est soit exagérée, & que les travaux de la garde bourgeoise sont immenses &, le plus souvent, vains.

A Lyon, M. Imbert, prévôt des marchands, ayant reçu la nouvelle de la prise de la Bastille, & des évènements qui en avoient été la suite, fit assembler tous les citoyens, & leur remit les clefs de Pierre-Encise & celles de l'arsenal, en leur disant de s'armer lorsqu'ils le croiroient nécessaire. Assurés d'avoir des armes & des munitions, les Lyonnais se sont retirés tranquillement ; & il n'y a eu dans la ville aucune émeute depuis celle dont nous avons rendu compte. On démolit seulement la fameuse prison d'Etat de Pierre-Encise, & cette démolition se fait assez paisiblement : mais dans la Franche comté, le peuple, il faut lire la *populace*, s'est porté aux excès les plus affreux. Non content de ravager toutes les possessions des nobles, on a pillé les églises, & commis d'horribles déprédations dans la principauté de Montbelliard. Les payfans veulent forcer le prince à renoncer à tous ses privilèges.

Au Mans, un gentilhomme de la famille de Montesson, a été décapité : son frère & un autre membre de l'assemblée nationale, qui venoient demander de nouveaux pouvoirs à leurs commettans, ont été assaillis par une populace innombrable, qui les a précipités eux & leurs voitures dans une rivière où ils ont failli être noyés. On attribue tous ces excès au système de brigandage qui devoit être opposé à celui des citoyens qui réclament leur liberté, afin de les dégouter du changement qu'ils vouloient opérer dans le gouvernement. Les ordres sont donnés, & le pillage a, dit-on, été promis ; les brigands attendant qu'on leur tienne parole, & il n'y a personne aujourd'hui dans le secret pour donner les contr'ordres.

A Rouen, le peuple affamé a fait des recherches dans tous les endroits où il a cru pouvoir trouver du

bled ; & il a découvert quatorze magasins d'accapareurs qu'il a pillés. M. de Belbœuf, procureur-général du parlement, a été fort maltraité & a manqué de perdre la vie. Le régiment de Navarre & les cavaliers de la maréchaussée ont fait feu sur le peuple le premier jour, & plusieurs personnes ont été tuées ou blessées, mais le calme commence à se rétablir. 15 mille bourgeois montent la garde tour-à-tour. La municipalité de Rouen a offert aux Parisiens 4,000 auxiliaires, prêts à partir au premier signal, pour les secourir, si leurs foyers étoient en danger.

A Lille, le commandant de la place a été frappé par un bourgeois qui l'avoit vu lever sa canne sur un soldat qui se trouvoit parmi le peuple. Il s'étoit refusé d'abord à porter la cocarde nationale. Mais voyant que sa vie étoit en danger, & que la multitude furieuse le menaçoit de fondre sur lui, il la mit à son chapeau. Le peuple a détruit les maisons de plusieurs personnes qu'il regardoit comme ses ennemies. Les bourgeois se sont rendus maîtres de l'arsenal, & sont presque tous armés. Tout le monde est tenu de porter la cocarde nationale. Les prêtres la portent sur leurs manches.

A Strasbourg, la populace a forcé l'hôtel-de-ville, détruit la plupart des archives & volé 4,000 l. qui étoient dans la caisse de la ville. Sur le refus du comte de Rochambeau de faire avancer les troupes pour apaiser le tumulte, le prince de Hesse Darmstadt, colonel d'un régiment en garnison dans cette ville, se mit, à la réquisition des bourgeois, à la tête de ses soldats, secondés par 4,000 citoyens armés, & parvint à disperser les pillards, dont plusieurs furent pendus. On prétend qu'il sortira de Strasbourg des éclaircissements sur le projet de désolation universelle qui devoit faire ravager tout le royaume.

A Valenciennes, M. d'Estéhazi, gouverneur de la ville, croyant pouvoir calmer la fermentation par la force, fit avancer plusieurs pièces de canons sur la place. Les bourgeois, indignés, prirent la cocarde nationale, & s'étant emparés de ces canons, ils les tournèrent contre l'hôtel du commandant qui fut obligé d'en venir à un accommodement, & de prendre la cocarde patriotique.

A Caen, en Normandie, le régiment de Bourbon s'est réuni aux habitans ; le comte de Faudas, maire de la ville, s'étant mis à leur tête, ils sommèrent le gouverneur de la forteresse de la leur remettre. Ce

commandant avoit fait lever les ponts levés & sembloit se préparer à une vigoureuse résistance. Mais à la seconde réquisition & sur la menace de payer de sa tête la plus légère effusion de sang, il donna ordre de baisser les ponts & vint présenter les clefs du fort à M. de Faudas.

A Nîmes, dans le Languedoc, le lieutenant du Roi capituloit, au départ de la poste, avec les citoyens & les troupes qui s'étoient réunies à la bourgeoisie.

Ce fut Mardi dernier que le marquis de la Fayette donna solennellement au régiment des gardes Françaises le nom de *Gardes de la Nation*, qui sera, désormais, la dénomination distinctive de ce corps.

Du même lieu, le 3 Aout.

Les équipages de M. le prince de Lambesc ont été arrêtés à Dun & conduits à Paris. Ce prince s'en étoit séparé, & des lettres de Turin, en date du 14 Juillet, apprennent qu'il est arrivé dans cette ville.

M. le maréchal de Broglie ne s'est point arrêté à Metz où on lui a donné le conseil de ne pas entrer, il s'est rendu à Longwy, place de la frontière où il a séjourné, & il a continué sa route pour d'Armstad.

M. l'abbé Maury qui avoit reçu à Peronne une forte invitation de retourner à l'assemblée nationale, où ses devoirs l'appellent, s'est assez trompé de route, pour prendre de nouveau celle de Cambray, où on l'a arrêté pour la seconde fois.

On écrit de Namur que Mgr. comte d'Artois s'est trouvé incommodé dans cette ville, où il a fait venir auprès de lui les princes ses enfans. Les autres personnes qui sont passées dans la Flandre Autrichienne sont en partie à Gand, à Bruxelles & à Mons ; mais on ajoute que la fermentation de ces pays là s'accroît chaque jour, & que tous les habitants y ont pris la cocarde rouge & bleue.

Quoique la lettre de M. le duc de Dorset, ambassadeur d'Angleterre, soit bien propre à calmer les fausses alarmes qu'on avoit conçues sur la sûreté du port de Brest, on mande de cette ville qu'on a redoublé d'attention dans toutes les parties du service, 8 compagnies de milice bourgeoise de 116 hommes chacune, se sont jointes aux troupes de terre & de mer, & surveillent avec elles la tranquillité publique.

Il arrive de toutes parts des avis que les bruits qui se sont répandus que des brigands dévoient les cam-

pagnes étoient fort exagérés & que, dans quelques endroits, ils n'avoient pas le moindre fondement. Une lettre de M. Dambry de Crepi, en Valois, & une autre de M. Fortin, procureur au Châtelet, électeur de cette ville, publiées toutes les deux dans le Journal de Paris, annoncent que la plupart de ces rumeurs ne sont point fondées. M. Fortin dit, dans sa lettre, qu'il a rencontré M. Necker à Fontainebleau, voyageant dans une voiture entièrement brisée par la route, & qu'il a été assez heureux pour lui faire accepter la sienne.

On attendoit avec intérêt la déclaration des droits promise hier par M. Target ; mais ce député a annoncé que ce morceau, donné à l'impiesion, d'après le vœu de plusieurs membres de l'assemblée, seroit bientôt distribué aux bureaux, & qu'il jugeoit inutile d'en occuper l'assemblée.

Extrait d'une lettre de Havre-de-Grace, du 23 Juillet.

— — Nous venons d'expédier pour Paris deux cents voitures chargées de bled & farines, escortées par 1200 bourgeois du Havre armés pour les conduire dans votre capitale. Dans ce moment, il entre dans le port six bâtimens Anglois qui sont chargés de bleds & farines ; & si les convois continuent d'arriver, comme il paroît certain, Paris & ses environs dont la position, nous a-t-on dit, est encore plus malheureuse, n'auront plus à redouter le manque de subsistances."

Assemblée Nationale. Séance du Samedi, 25 Juillet.

M. le président, dans une de ces réponses pleines de dignité, qui lui sont si faciles, a assuré les juges & consuls que l'assemblée nationale s'occupoit des intérêts du commerce, qui, bien entendus, ne sont pas différens de ceux de la nation, & qu'elle chercheroit sur-tout les moyens de prévenir ces banqueroutes trop nombreuses qui attaquent à la fois & la fortune & les mœurs publiques.

Séance du Lundi 27.

M. de Clermont-Tonnerre a fait part à l'assemblée d'un dépouillement & d'un résumé des dispositions uniformes, diverses ou opposées des cahiers de tous les bailliages du royaume sur les principaux objets de la constitution.

M. Mounier a terminé ce compte rendu du travail du comité par la lecture de sa déclaration des droits, & par celle du premier chapitre de la constitution, où il s'agit du partage des pouvoirs, des droits respectifs de la nation & du Monarque.

A cette lecture tous les esprits paroissent singu-

lièrement frappés de la grandeur des objets dont ils ont à s'occuper.

M. Target a demandé à l'assemblée la permission de lui soumettre demain une nouvelle déclaration des droits dont il est l'auteur, & aucun député n'a pu lui refuser une permission que tous ont droit d'obtenir.

De Londres, le 7 Aout.

Le pouvoir de la couronne, observe le *Morning Herald*, n'a jamais été aussi étendu qu'en ce moment-ci ; ce n'est pas ouvertement & par des mesures hardies & despotiques qu'elle étend son influence. Elle s'apaise doucement, & par des moyens presque imperceptibles le fondement des droits & des privilèges du peuple. La chambre des pairs sera bientôt aussi nombreuse que celle des communes ; toutes les branches de commerce vont se trouver soumises à la régie de l'accise ; le militaire sera chargé de la police intérieure, & des *fermiers-généraux* percevront les taxes ! Le ministre a déjà opéré en partie cette révolution ; il continue de marcher vers ce but sans crainte, comme sans obstacle, parcequ'en suivant son système il a eu l'adresse de se faire soutenir par le peuple, dont tous les droits sont enfreints & renversés, sans qu'il paroisse s'en appercevoir. *Ce tableau est un peu chargé, mais il présente quelques vérités frappantes.*

Si les François obtiennent jamais le privilège d'être jugés par leurs pairs, ils pourront s'applaudir d'avoir mis le sceau au grand œuvre de la régénération de leur patrie. C'est de ce privilège que l'Angleterre s'est toujours particulièrement enorgueillie ; mais les loix vexatoires de l'accise, auxquelles toutes les branches de commerce paroissent devoir successivement être soumises, sapent les fondemens de ce boulevard si vanté de la liberté Angloise.

Il s'est élevé une différence d'opinions sur l'amnistie que l'enthousiasme de la joie & du bonheur de revoir M. Necker avoit fait accorder sur la demande qu'en avoit faite ce ministre à l'hôtel-de-ville. Cette question a été portée à l'assemblée nationale & discutée pendant longtemps. Ces discussions ont été terminées par un arrêté. Une clause de l'arrêté est que, si M. le baron de Bezenval n'est pas relâché, il ne doit pas l'être ; & qu'il sera conduit sous bonne & sûre garde dans la ville la plus prochaine du lieu où il a été arrêté. — L'assemblée nationale déclare, en attendant, qu'il est sous la sauvegarde de la loi.

On a de fortes raisons de soupçonner, disent les feuilles Angloises, que la proposition qui a été faite par une personne inconnue au duc de Dorset, & qui avoit pour objet d'obtenir l'accession & le secours de la Grande-Bretagne dans le projet de brûler le port de Brest, étoit une ruse du ministère de France, pour fonder les dispositions de la nation Angloise. Il est possible, ajoute cette feuille, que le duc de Dorset ait deviné l'artifice, & qu'il se soit tenu sur ses gardes. Quoiqu'il en soit, la lettre qu'il a adressée à M. le comte de Montmorin est de nature à calmer toutes les alarmes auxquelles les François ont pu se livrer.

* * Cette interprétation peu généreuse d'un écrivain anonyme n'induit sûrement personne en erreur. C'est faire plus d'injustice au duc de Dorset qu'au ministère de France de supposer "qu'il a entrevu que le complot de Brest étoit une ruse imaginée pour fonder les dispositions, & qu'ayant entrevu ce dessein, il a voulu se faire un mérite d'en donner l'avis." Il est, sûrement, plus honorable pour cet ambassadeur d'admettre la version, qu'il lui a été fait une proposition mal honnête, & qu'il a eu la grandeur d'âme de la rejeter.

"La noblesse de Bretagne n'ayant pas voulu envoyer de députés à l'assemblée nationale, quelques-uns de ses membres voyant ce qui en résulteroit pour cette province avoient formé le projet de se soustraire à l'obéissance de la France, et de rendre la Bretagne indépendante. Ils avoient en conséquence offert au duc de Dorset de mettre la province sous sa protection, et de la rendre tributaire de l'Angleterre, à condition qu'elle se gouverneroit par ses anciennes loix. Brest devoit être remis entre les mains des Anglois pour reconnoître ce service, et comme un gage de la fidélité de la province. Le duc de Dorset étoit requis de faire appuyer de son côté les Bretons par une flotte et des troupes qui auroient agi de concert avec eux.

* * Voilà déjà deux versions. La destruction du port avec l'incendie des vaisseaux ; et la remise du même port et des mêmes vaisseaux à l'Angleterre. Nous pouvons aisément en supposer une troisième. C'est que la noblesse de Bretagne n'a point trempé dans ce projet ; qu'il a été formé par un fou, et qu'il n'étoit nullement praticable ; les soldats, les bourgeois, et

tous les ouvriers du port de Brest étant parfaitement unanimes. Quand il seroit possible qu'il se fût trouvé en Bretagne quelque scélérat fanatique, il est certain que la nation Angloise n'auroit point accueilli au milieu de la paix le projet incendiaire dont le duc de Dorset a rendu compte.

De BOSTON, le 15 Octobre.

On apprend de Paris que l'assemblée nationale a enfin décidé que l'île de St. Domingue enverroit six députés au parlement.

Pendant les troubles de Paris, un M. LABUT, bourgeois de Paris, donna 500,000 livres pour affilier les patriotes, et il offrit ses cinq enfans comme volontaires dans la cause de la liberté.

GENEROSITE ANGLOISE.

Si l'Angleterre étoit dans la situation où se trouve la France dans ce moment et la populace en bleue et en jaune aussi formidable que l'est la canaille Parisienne, nos possessions orientales et occidentales nous seroient bientôt arrachées par nos amis gallics. Eh pourquoi ne profiterions-nous pas de l'état misérable où se trouve la France ? Elle ne nous donneroit pas de quartier si elle étoit à notre place. *Au moins la paix de 1783 n'en est pas une preuve ; mais voilà la grandeur d'âme angloise telle que la chère mere-patrie l'exporte à ses chers enfans depuis bien des années.*

On dit que la révolution de la France nuira à ce pays-ci ; c'est une erreur, disent les Anglois, elle ne pourra jamais nous nuire tant que notre industrie continuera sans restrictions. L'esprit de commerce de ce pays-ci fait son profit de tout—il n'y avoit pas quatre jours que la tête du gouverneur de la Bastille lui avoit été volée, qu'un entrepreneur l'acheta. Il l'a depuis fait voir dans les rues de Londres, à un chelin par personne, avec un grand succès ; néanmoins la révolution en France va son train.

On rapporte que le Général Shepard * passant en revue des milices la semaine passée et leur faisant faire le feu de peloton, eut la tête rasée par une balle qui lui enleva les cheveux d'un côté de la tête. Le Général, sans montrer aucun signe de blessure, fit recharger le même peloton, lui fit porter les armes, met-

* C'est le même qui se distingua dans la dernière insurrection du Massachusetts, et qui ne contribua pas peu par sa valeur et par son exemple à apaiser les troubles qui desoloient cette belle province.

tre en joue—retirer, ensuite il lui fit faire demi-tour à droite, marcher six pas et reposer sur les armes—là il ordonna aux bas officiers d'examiner les armes, et il s'en trouva une de chargée à deux balles. Cette arme se trouva être celle d'un homme dont le frere avoit été tué dans la rebellion. On s'assura de sa personne, en la mettant en prison ; mais il en sera quitte pour ce léger chatiment, n'y ayant point de preuves suffisantes pour le condamner à mort.

Lettres particulières de Paris.

Le parti Aristocratique est totalement dissipé. Le sieur Foulon est mort d'apoplexie ; M. le Duc du Châtelet est mort de sa frayeur et de sa honte : le Maréchal de Broglie, qui vouloit faucher Paris, est allé hors du Royaume exercer cet heureux talent ; le Prince de Lambesc, qui fauchoit véritablement, à la tête d'une troupe d'assassins, les vieillards, les femmes, les enfans qui se promenoient paisiblement aux Thuilleries, s'est enfui.

La Dame de Polignac, cette célèbre déprédatrice du Trésor public, le Marquis de Vaudreuil, si fameux par sa honteuse défection dans le combat de M. de Grasse, leur famille entière, toute cette caste de Courtisans avilis est partie pour aller rejoindre en Angleterre le sieur de Calonne, l'ancien complice de leurs brigandages. Il sera très-curieux de voir promener au Parc de Saint-James à Londres, la Dame de la Motte et la Dame de Polignac.

Plus de cent Agents de cet infâme tripot ont été sacrifiés à la fureur du Peuple, les uns pendus aux cordes des réverbères, les autres décapités sur les bornes, sur les marches de leurs hôtels : leurs cadavres ont été trainés dans les rues, dépécés, jetés à la rivière ou à la voierie.

Plus on s'attache à vouloir approfondir les moyens que les conjurés avoient imaginés pour assurer la ruine de leur Patrie, plus on s'indigne de leur scélératesse... le croira-t-on ? Une foule d'Anglois soudoyés s'étoient associés à Paris des malheureux qui devoient en incendier les plus beaux monumens ; désespérés par cette insurrection si incroyable, si universelle du Peuple de Paris, épouvantés de cette justice prompte et terrible, qui faisoit accrocher aux potences des réverbères ceux que l'on trouvoit saisis ou d'effets volés, ou de mèches incendiaires : ces Anglois et leurs innombrables complices, se sont enfuis pour aller essayer, dans les compagnes, leurs affreuses dévastations.

La motion du Journal, touchant la publication des débats de la Chambre des Représentans, a subi quelque discussion Samedi dernier, après quoi elle fut retirée par le Juge Burke, qui promit de la ré-introduire à la session prochaine. La méthode adoptée dans la première session d'élever certains membres en publiant leurs discours correctement, et d'en abaisser d'autres, en supprimant, et mutilant les leurs, fut sévèrement reprouvée par plusieurs membres qui, en exprimant leur vœu que tous les débats se publiassent, se déchaînèrent contre les imprimeurs *rampans assez serviles, peu indépendans* pour prostituer leur presse libre aux vues de la faction, et pour tromper le public sur ses propres intérêts.

On apprend de la Martinique qu'il y fut decouvert le 6 Septembre der. la trame la plus horrible dont on ait entendu parler depuis longtemps. Les Nègres de cette île devoient mettre le feu à la belle ville de St. Pierre. Tous les habitans blancs devoient être massacrés, dans le trouble que ce feu auroit occasionné, sans distinction d'âge ni de sexe. Les combustibles, qui étoient du chanvre trempé dans de la térébentine, étoient déjà préparés et appliqués aux maisons qui devoient être brûlées. Ce ne fut que vers les 5 heures du soir que ce complot fut decouvert par un Nègre qui appartenait à une vieille dame, et qui, se sentant plein de remords à l'idée de massacrer sa maîtresse, qui l'avoit élevé depuis son enfance, lui decouvrit toute la trame. La troupe s'étant assemblée sur le champ, il y eut 40 des Nègres de saisis, armés de sabres et de couteaux—instrumens dont ils devoient se servir pour mettre à mort plus de 5000 personnes.

Tous les habitans ont depuis été sous les armes, de crainte que les autres n'essaient de les delivrer de prison, d'où ils doivent sortir pour être rompus vifs, cette semaine.

Des lettres particulières de Brest mandent que le Comte d'Hector, commandant du port, ayant dépêché un courier à Versailles, ce dernier fut arrêté à la porte de Lenderneau et mené à la maison de ville.

Le peuple insistoit sur ce que les lettres fussent ouvertes, pour savoir si elles contenoient des avis au Roi, pernicious pour les habitans de Brest ou d'aucune autre partie de la Bretagne qui s'étoit déclarée en faveur de l'Assemblée nationale.

Le Comte d'Hector protesta contre de pareils procédés. Il représenta le danger qu'il y avoit d'ouvrir

des lettres qui pouvoient être de la plus grande conséquence devant une populace.—Il demanda que les dépêches fussent soumises à un comité composé de 8 personnes. Rien n'avoit encore transpiré au depart du bâtiment qui a apporté ces nouvelles.

Le bruit se repand et s'accrédite que le Président des Etats-Unis, l'illustre Washington, doit venir à Boston, et qu'on peut l'attendre la semaine prochaine. (*Cette nouvelle n'a rien de certain.*)

On lit dans une feuille de Salem que le Roi de France monta sur le trône à 17 ans, et peu de tems après épousa la sœur de l'Empereur d'Allemagne. (*Le rédacteur de cette feuille n'a point encore fini son cours de chronologie.*)

Il a plu au Président des Etats-Unis, de l'avis et du consentement du Sénat, de nommer l'Hon. Jean Jay, premier juge ; les H. Jean Rutledge, Jacques Wilson, Guillaume Cushing, Robert H. Harrison, Jean Blair, juges associés des Etats-Unis.

Les honorables Thomas Jefferson, secrétaire d'état ; Edmund Randolph, procureur général ; Samuel Osgood, maître de poste général, et Guillaume Carmichael, chargé des affaires des Etats-Unis près la cour d'Espagne.

Le Congrès des E. U. a passé dans sa première session 24 Actes et 4 *Resolves*, ou Arrêtés.

On lit dans une feuille Angloise, que lorsque le comité qui avoit été nommé pour examiner les dépêches que le Comte d'Hector envoyoit à Versailles, lui signifia de se rendre à l'hôtel de ville, il repondit qu'une telle demande ne s'accordoit gueres avec la dignité d'un officier dans un poste aussi important que le sien. La réponse que lui fit le comité fut courte, mais expressive. " Le souverain que vous représentez ne s'est pas cru trop élevé pour se rendre à l'hôtel de ville de Paris. Son exemple vous convaincra qu'il est de votre devoir de vous rendre à l'hôtel de ville de Brest." Alors le comte fut forcé de se soumettre et de se trouver avec le comité à l'ouverture des dépêches ; mais il ne devoit point avoir de voix, excepté d'expliquer ce que pourroit être nécessaire à l'intelligence des dépêches.

On avoit cru que l'état de Rhode-Island auroit fait un retour sur lui-même, et auroit essayé de meriter par une conduite toute opposée à celle qu'il a tenue jusqu'ici, qu'on le mit au nombre des Etats-Unis ; mais il est trop en durci dans le crime—il vient de présenter une espede de Manifeste au Congrès pour justifier sa conduite.

Son Excellence M. le Comte de Moustier, Ambassadeur de S. M. T. C. près des Etats-Unis, doit partir incessamment pour France.

La division aux ordres de M. le Vicomte de Pontevès doit, à ce que l'on rapporte, mettre à la voile au commencement de Novembre.

*. Ce Numero complettant la collection de six mois, on prévient MM. les Souscripteurs que le Courier de Boston est suspendu.

En entreprenant cette feuille, l'Editeur étoit guidé par un sentiment de reconnaissance envers un peuple généreux, qui, toujours prêt à distinguer la bonne foi du charlatanisme, avoit bien voulu oublier les abus de tous les genres auxquels l'instruction de la langue Françoisse avoit servi de prétexte, pour examiner les effets d'une nouvelle épreuve ; et qui l'avoit ensuite comblé des plus grandes faveurs. L'Editeur avoit considéré les avantages résultant d'une feuille bien organisée et dirigée vers le bien public : se reposant sur la PURETÉ DE SES INTENTIONS et sur son amour pour un peuple qui lui avoit donné des marques de son estime, il se fit un devoir de tout sacrifier pour lui en donner des preuves : et mesurant ses titres à ses faveurs par le nombre d'obstacles qu'il avoit à combattre, il les méprisa tous, ne pouvant assez faire pour ceux qui lui avoient déjà tenu compte de ses intentions.

Mais un enchainement de calamités et de malheurs, aussi surprenans qu'ils lui sont fatals, et qu'il a endurés sans le moindre murmure, ni sans la moindre interruption de sa feuille, l'oblige enfin de renoncer à l'espoir qu'il avoit conçu, en l'accablant de la misère la plus inouïe.* Il abandonne sa feuille, mais courbé sous le poids de l'infortune, il conserve sa reconnaissance, et réclame la bienveillance du public.

Il remercie ceux de ses souscripteurs qui, pénétrés de la perte qu'il a faite par l'impression de cette feuille, ont bien voulu lui payer leur abonnement en entier.

Il est pénétré des sentimens de la plus vive reconnaissance envers les personnes qui lui ont fait des offres plus amples, il n'en accepte que la bienveillance. "La bienveillance est la fleur de l'amitié, a dit un auteur moderne, et son parfum s'exhale toujours, si on la laisse sur sa tige, sans la cueillir." Citoyen de Boston, il supplie ces personnes de lui fournir les occasions de maintenir sa famille, sous des auspices plus honorables pour elles, et moins mortifiantes pour lui.

La Rédaction d'une Gazette de ce genre demande tant de lecture, une correspondance si régulière, et si suivie, tant de soin dans le choix des articles, surtout quand on a tout à traduire, que tout le temps que peut y donner une seule personne peut à peine suffire ; or combien de titres n'a pas l'éditeur, à l'indulgence de ses abonnés, quand il leur observe qu'obligé de se livrer à des occupations régulières pour sa subsistance, il ne pouvoit sacrifier à la traduction de cette feuille que les momens que lui laissoient ces occupations, et qu'en cela il sacrifioit à la nécessité ?

NOTE.

* Ceci n'est point une fiction enfantée par une imagination trompée, pour exciter la compassion du public. Il lui a été volé l'été passé par un François qu'il avoit retiré, tout nud, mourant de faim, et sans ressources, la valeur de 800 piastras, tant en argent qu'en effets : Ces jours passés, il lui fut volé 100 piastras pendant la nuit. La Singularité de ces faits les fera peut-être révoquer en doute ; mais il est aisé de se convaincre de la vérité de l'un et de l'autre. Le premier a été connu de tout le monde, et le second est avoué par la Nègresse qui a commis le vol, et qui est en prison. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que ces deux vols ont été enfantés par l'ingratitude. La personne à qui appartenait cette Nègresse, et qui l'avoit prié de la garder pendant trois semaines, pour épargner 2 chelins par semaine, en attendant qu'elle la vendit à un étranger, savoit et avoit éprouvé combien elle étoit adonnée à voler ; cependant à la veille de la vendre, elle refusa de lui remettre les 50 piastras qu'elle en devoit recevoir, quoiqu'elle lui eût occasionné une perte de plus de 120 piastras.—Ajoutez à ces fatalités, une figure peu prévenante, timide, et que l'on peut croire sauvage, une constitution délicate, quoique robuste en apparence, minée par les chagrins et les traverses qu'il a essayés dans tout ce qu'il a entrepris ; ces circonstances sont peu propres à détruire les légères impressions qu'une infinité de défauts extérieurs et quelques ennemis s'efforcent d'accréditer contre lui.

Cette feuille pourroit être reprise au Printemps prochain, s'il se présentait un nombre de souscripteurs (de 400) aux conditions suivantes.

P R O S P E C T U S .

LES ETATS-UNIS DE L'AMERIQUE ont secoué le joug de la GRANDE-BRETAGNE : ils se font érigés en République.

Ils ont des *Lois*—ils ont un Gouvernement.

Ils habitent une vaste Contrée, favorablement située et fertile.

La population y est déjà nombreuse et elle ne peut qu'accroître tous les jours, par la douceur de Lois, et la grande Libéralité qui a présidé à leur établissement.

L'Agriculture y est très-bien entendue.

Leurs champs bien cultivés doivent leur assurer à jamais un Commerce étendu, florissant et avantageux.

Ce Commerce s'étendra non-seulement en Europe ; mais encore dans toutes les parties des deux Indes.

Pour le faire, il faut qu'ils aient des moyens de communication, aussi universels, s'il est possible, que ce Commerce même.

La Langue Française doit former ce signe de communication.

Elle se parle dans toutes les parties de l'Europe ; et par-tout où les Américains confédérés peuvent porter leur Commerce.

Il seroit donc à désirer—il seroit donc utile, qu'il y parût en François, une feuille périodique, dont les objets principaux fussent,

1°. D'encourager l'Etude de la Langue Française en Amérique.

2°. De présenter un tableau exact de la Politique, des Arts, des Sciences et du Commerce des Etats Unis ; et généralement tout ce qui peut intéresser le Navigateur, le Négociant, le Cultivateur et le Politique, d'une manière directe.

3°. De répandre des lumières sur tout ce qui concerne l'Amérique ; de rectifier les erreurs des négociants étrangers ; de faire connoître aux François, les ressources locales de cette vaste et riche contrée—ressources qui ont jusqu'ici été ignorées de la plus grande partie, et qui n'ont peut-être jamais été connues absolument de personne :—Ressources qui doivent alimenter le Commerce le plus étendu : Enfin, de leur faire connoître les circonstances physiques, morales, et politiques qui doivent déterminer les rapports sur lesquels, le Commerce des Etats-Unis, doit être fondé. Ce sera sur-tout, vers ce point, que seront dirigés les efforts de l'Editeur.

Enfin, d'affranchir les Américains confédérés, de l'espèce d'Esclavage moral dans lequel ils gémissent encore, aux moyens des papiers anglois : source unique à laquelle ils puissent tous leurs avis : il seroit inutile de détailler ici pourquoi ces derniers sont et ne peuvent qu'être faux, il suffira d'en indiquer une cause ;

on fait qu'ils sont dévoués aux agioteurs de toutes les classes qui, pour faire hausser ou baisser le prix des fonds publics, se font un jeu de remplir ces feuilles des faussetés les plus absurdes. En un mot, le peu de compatibilité qui règne entr'elles, prouve assez l'Esprit de parti qui préside à la composition des trois quarts. Nous n'avons rien ici qui ne soit connu de toutes les personnes éclairées : L'Américain pourvu de toute autre voie d'Informations, trouve ces papiers, les lit, et trop souvent y ajoute foi ; c'est ainsi qu'il devient, sans le vouloir, le partisan d'une nation rivale, dont les intérêts sont directement opposés aux siens. Cet abus est encore plus immédiatement senti des imprimeurs qui en font le seul aliment de leurs publications périodiques.

Nous nous félicitons de l'époque heureuse de la ratification de la nouvelle Constitution, pour l'établissement de cette feuille ; Le Commerce des Etats-Unis, depuis la Guerre, peu-étendu, va recevoir de nouveaux accroissemens ; Les Citoyens de L'Amérique, auxquels nous nous sommes voués, non-moins par choix que par devoir, et par reconnaissance, encourageront un Etablissement, dont le but seul est l'utilité.

Les moyens de Communication entre Boston, et les Isles du vent, sont trop connus pour qu'il soit nécessaire ici, d'assurer nos souscripteurs, de cette partie, qu'ils recevront leurs numéros très-exactement.

Malgré les mesures que nous avons prises pour ne laisser rien à désirer à nos abonnés, nous nous ferons toujours un plaisir, et un devoir, d'insérer les avis particuliers, qui offriront assez d'intérêt pour y être admis.

C O N D I T I O N S .

Cette Gazette, de 8 pages in 4to, même papier et même caractère, que le présent Prospectus, paroîtroit régulièrement tous les Jedis de chaque semaine.

Le prix sera pour l'année, de 15 liv. pour Boston, et toute l'Amérique, et de 24 liv. tournois, franc de port, pour l'étranger.

L'abonnement se payera d'avance.

On souscrit en tout temps, et à toute époque pourvu que ce soit pour une année entière.

A Boston, chez M. Hall, pour toute l'Amérique.

A Paris, chez

A New-York, chez

A Philadelphie, chez

A Charlestown, chez

A Baltimore, chez

A Québec, chez

A Marseille, chez

